

DIALOGUES SOLIDAIRES

par Alejandro Lorite Escorihuela

N° 2

RENCONTRE AVEC LES DIRECTIONS ACADÉMIQUES (30 AOÛT 2023)

COMMANDE DE COURS (2023-24) :

LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE DE CRISE PERMANENTE ET LES FINS DE L'UQAM

Le 30 août, le Comité exécutif du SPUQ a organisé une nouvelle rencontre des directions académiques, à laquelle étaient conviées les directions de programmes, les directions de département, et les personnes vice-doyennes aux études. Plus de trente personnes ont assisté, et participé à des échanges autour du thème de la commande de cours en période de coupes budgétaires dans les ressources académiques.

Cette rencontre donne suite à deux premières rencontres organisées par le Comité exécutif en juin 2023, qui avaient permis aux collègues de donner un panorama des difficultés causées par l'imposition de coupes dans l'offre de cours, que ce soit pour la gestion des parcours étudiants ou les conditions de travail.

Nous proposons dans ce document une synthèse des discussions qui ne se veut pas un compte rendu mais l'articulation d'un message alimenté par une multitude d'expériences et de cris de coeur partagés par les collègues. Ces discussions illustrent un **constat central**, largement partagé par les collègues présents :

Les commandes de cours pour 2023-2024 montrent que la politique de coupes récurrentes dans l'offre de cours est contreproductive, déconnectée des réalités des programmes et des demandes des personnes étudiantes, et par conséquent irresponsable, au vu de l'impact global et très concret qu'elle a sur l'UQAM et l'avenir de ses programmes.

La politique obsessionnelle d'austérité produit des résultats aberrants et contradictoires. Ils ne font qu'aggraver, si ce n'est créer, la précarité de programmes académiques et le cercle vicieux qui accélère la diminution des effectifs étudiants.

En ce sens, l'approche de court-terme exclusivement comptable concernant l'offre de cours trahit un manque tragique de vision quant à la contribution spécifique des programmes de l'UQAM, et à la direction que devrait prendre son développement. Ce manque de vision est en soi un choix politique et il est en train de tuer l'UQAM.

COMMENT TUER UN PROGRAMME SANS EN PRENDRE LA RESPONSABILITÉ

L'expérience des collègues montre que les coupes (comptables) dans l'offre de cours ont des répercussions diverses sur la gestion (académique) des programmes, qui contribuent à les affaiblir de manière structurelle. Compte tenu de l'évidence empirique de ces impacts, la question qui se pose est celle de **savoir si l'Administration veut se débarrasser de programmes**, sans toutefois prendre la décision de le faire frontalement.

Les interrelations entre toutes les parties de l'écosystème d'enseignement ne sont pas prises en compte dans des coupes ponctuelles dans l'enveloppe de charges.

Par exemple, **l'augmentation de la taille des groupe-cours**, pour pallier la diminution du nombre de groupes-cours, constitue une solution tolérable à court terme et dans certains cas pour les cours magistraux. En revanche, quand il s'agit de cours créés comme « cours-ateliers » de taille réduite, l'augmentation de la taille du groupe-cours implique une détérioration de la qualité de la formation. Cela est aggravé par l'absence de ressources adéquates en heures d'auxiliaires d'enseignement.

En parallèle, les **coupes dans les budgets d'auxiliaires** ont un impact sur le travail des profs et des maîtres de langue mais aussi des répercussions sur la disponibilité d'auxiliaires, dont les contrats sont de moins en moins attractifs. La perte d'auxiliaires invite à une baisse dans les exigences du cours, pour permettre aux profs de gérer individuellement le cours, ce qui peut impliquer une baisse du niveau d'exigences du programme et par conséquent une **perte d'attractivité** des programmes eux-mêmes. Notons que le travail d'auxiliaire en plus de constituer un revenu pour les personnes étudiantes est, pour plusieurs, un des éléments qui les attirent vers les études supérieures.

Ce genre d'interrelations semble absent des discussions sur les coupes dans l'enveloppe de charges. Un autre exemple en est la pression administrative pour **l'ouverture des cours aux personnes étudiantes libres**, sans préoccupation pour le niveau du cours, les prérequis, etc.

Au-delà de l'impact sur les inscriptions potentielles, l'impact de **coupes qui sont vécues comme irréfléchies** touche les personnes étudiantes actuelles. Voici des exemples concrets de mesures qui ont pour conséquence de mettre des groupes entiers de personnes étudiantes, parfois nombreuses, en difficulté dans leur parcours :

- L'abolition de groupe-cours quand il y en a plusieurs portant le même sigle (même si, parfois, c'est un groupe de 80 personnes qu'on abolit);
- L'impossibilité de dédoubler des cours à la session d'hiver quand le besoin s'en fait sentir;

- La diminution forcée des cours « de service » qui donnent le contenu interdisciplinaire aux programmes et rapprochent les départements;
- La restriction des places pour des personnes étudiantes hors-programme dans les cours, parce qu'il faut en priorité servir « nos personnes étudiantes » en période d'austérité;
- L'annulation de cours qui sont ouverts à des personnes hors-programme et pour lesquelles ces cours sont obligatoires;
- L'annulation de cours qui constituent une étape inévitable dans la progression d'une formation (p.ex. dans l'apprentissage d'une langue).

Le résultat est toujours que les programmes s'en trouvent affaiblis, et on encourage ainsi activement les personnes étudiantes à chercher ailleurs, ou simplement à aller faire leurs études ailleurs. Pour certains programmes, **l'étape à venir est l'annulation de cours obligatoires, ce qui est le premier pas vers l'abolition d'un programme.**

D'autres exemples démontrent bien la vision (ou le manque de vision) qui consiste à prendre des **décisions comptables en silo** sans s'occuper des implications académiques de fond.

Le plus évident est **l'annulation des cours « très UQAM »**, parce qu'il n'y a « pas assez » d'inscriptions. Pourquoi venir à l'UQAM si un cours avec 20 ou 30 inscriptions est annulé, alors que c'est un cours qui ne se donne qu'à l'UQAM ou par une personne professeure qui est la spécialiste reconnue sur le sujet ? On perd des personnes étudiantes, alors que chaque inscription ou réinscription aurait un impact à long terme sur les finances de l'université. Même dans la logique comptable de court-terme, **on a du mal à comprendre la rationalité de ces décisions.**

Un autre exemple de coupe délétère est enfin **l'annulation des cours spécialisés dans les programmes qui ont plusieurs concentrations**, et qui doivent maintenir pour cette raison une offre diversifiée de cours. Plusieurs doivent réorienter les personnes étudiantes vers des cours d'autres concentrations, voire d'autres programmes, sur la base de reconnaissances d'équivalence ad hoc, pour leur permettre de se diplômer. Techniquement, on ne peut plus diplômer ces personnes étudiantes dans la spécialisation de leur concentration.

On voit par ces exemples que les coupes dans les enveloppes de charge sont en réalité des **modifications de programme déguisées**, pour ne pas dire des **suspensions de programme déguisées**, partout où des cours obligatoires sont annulés.

COMMENT CHANGER LA VISION ET MISER SUR LA FIERTÉ DE LA COMMUNAUTÉ ?

La **méfiance de l'Administration** vis-à-vis des directions de programmes et de département quant à la rationalité du processus qui soutient leurs commandes de cours doit cesser.

L'Administration a l'expertise budgétaire mais n'a pas l'expertise concernant les exigences, le contexte, les spécificités de formation, et les ressources professorales et en personnes chargées de cours associées aux programmes des sept Facultés et École. **La politique de coupe dans l'enveloppe de charges est (aussi) une question académique**, car elle affecte la mission de l'UQAM en forçant des décisions destructives pour les programmes sur le moyen terme.

• REVENIR À UNE GESTION PLUS HORIZONTALE, PARITAIRE ET COOPÉRATIVE

La gestion de l'enveloppe de charges exclusivement à partir du budget a du sens depuis une perspective comptable. Elle est mise en oeuvre par voie de mécanismes de plus en plus verticaux et de plus en plus **en conflit avec les mécanismes paritaires institutionnels** qui sont prévus pour les questions de développement académique, mais aussi de gestion des programmes. Comme indiqué plus haut, ce mode de gestion a des **conséquences sur la cohésion institutionnelle**, et **favorise la compétition** entre unités et le chauvinisme disciplinaire. Il faut revenir à des modes de gestion qui font circuler l'information de façon plus horizontale, qui favorisent la coopération entre départements et programmes (que ce soit dans les commandes de cours ou dans les développements de programmes), et nourrissent les choix budgétaires concernant l'académique qui sont fondés sur la connaissance réelle et profonde par le corps professoral des parcours de formation. **La tendance à menacer, culpabiliser et infantiliser les directions** de programmes, qui en sont rendues à quémander des charges et dépendre du bon vouloir discrétionnaire de l'Administration, doit céder le pas à une collaboration entre l'expertise budgétaire et l'expertise académique. Sans la seconde, l'UQAM perd sa pertinence.

• FORMULER UN PLAN STRATÉGIQUE SUR L'ENSEIGNEMENT

Comme la Commission des études a la charge de l'adoption et de la modification des programmes, **la Commission des études devrait être le lieu d'un débat sur l'avenir de l'enseignement à l'UQAM** et d'une réflexion sur le plan stratégique en matière d'enseignement pour le moyen terme. En l'absence d'un tel plan adopté par la communauté, **les choix budgétaires ne sont que le produit de préférences personnelles et injustifiées sur l'avenir de l'UQAM**, élaborées depuis une perspective très restreinte de la réalité académique. Ces idées personnelles sur l'UQAM formulées en silo sont par définition déconnectées du travail de développement académique, qui est sous la responsabilité de la Commission des études parce que c'est là que se côtoient toutes les perspectives pertinentes sur la vie des programmes. Si la politique budgétaire est bien dans les mains du Rectorat et du Conseil d'administration, le développement académique est mené par la Commission, et les deux niveaux doivent retrouver un mode de communication productif pour la mission de l'UQAM.

• INVESTIR DANS LA SPÉCIFICITÉ DE L'ENSEIGNEMENT À L'UQAM

L'UQAM a une mission et une spécificité qui expliquent **l'attachement profond d'une grande partie de la communauté à l'institution**. La politique de crise permanente et d'austérité mine l'attachement et la fierté de la communauté, en détruisant ce qui fait la spécificité de l'UQAM et de sa mission, et qui exige que l'UQAM fasse souvent les choses différemment en termes d'enseignement. Cette spécificité a un coût et la question est de savoir à combien l'Administration évalue ce coût, qui devra être payé en investissant dans **l'innovation des programmes** (pour ne pas suivre les modes mais pour créer des formations uniquement pertinentes pour la société), dans **la refonte des politiques d'admission** (pour élargir la reconnaissance d'acquis et cesser d'imposer des exigences superflues pour l'admission ou le transfert), et dans l'appui institutionnel à l'engagement réel et massif du corps professoral dans le développement pédagogique qui fait vivre l'UQAM.

